



INRA

cgt@inra.fr

Solidaires



INRA

contactinra@sud-recherche.org



IRSTEA

fo@irstea.fr



IRSTEA

cgt@irstea.fr

PROJET MACRON-DELEVOYE SUR LES RETRAITES :
SALARIE·E·S EN DEBUT OU FIN DE CARRIERE,
FUTUR·E·S OU ACTUEL·LE·S RETRAITES,
TOUTES ET TOUS PERDANT·E·S !
AGISSONS, TOU·TE·S ENSEMBLE,
POUR PRESERVER NOS REGIMES DE RETRAITE !

Sous couvert « d'équité », le gouvernement entend mettre en place un système universel par points, en liquidant les 42 régimes existants, dont notre régime de pensions des fonctionnaires, du code des pensions civiles et militaires. Le projet Macron-Delevoye est ainsi construit sur un principe central : la part des dépenses de retraite du pays ne doit pas dépasser 14 % du Produit Intérieur Brut (PIB) quels que soient les besoins et la démographie. Cette vision purement financière des retraites ne peut que mécaniquement conduire à une réduction du montant des pensions pour tou·te·s, retraité·e·s actuel·le·s comme futur·e·s.

Aujourd'hui, tous les personnels recrutés à l'INRA ou à l'IRSTEA bénéficient d'un montant de pension calculé sur le traitement indiciaire des 6 derniers mois, garantie directement liée au statut de la Fonction Publique et visant à compenser les salaires en général plus faibles du public par rapport au privé à emploi/niveau de formation égal. Le résultat : **même si les régimes et les règles de calcul sont multiples, le taux de remplacement (% du montant de la pension par rapport au dernier salaire) est globalement le même, entre 70 et 75% pour une carrière complète. C'est une avancée sociale importante que nous nous devons absolument de préserver.**

Avec le calcul par point sur toutes les années travaillées prôné par cette réforme, **toutes les catégories de personnels verraient le montant de leur pension s'effondrer.** Pas besoin d'être un brillant matheux pour comprendre qu'un calcul intégrant les années de petits boulots, les années à faible salaire, les années de chômage, les périodes de maladie, les périodes de maternité ne peut qu'aboutir à un montant très largement inférieur à celui d'un calcul sur le salaire acquis le plus élevé, alors que dans le système actuel toutes ces périodes sont compensées de manière solidaire en étant prises en compte comme annuités. C'est particulièrement vrai pour nos professions de la recherche publique où les jeunes galèrent généralement de CDD en CDD, de postdoc en postdoc, avant d'être recruté·e·s, quand elles et ils sont recruté·e·s sur des emplois de titulaires dans la Fonction Publique, et où des titulaires peuvent voir leur traitement stagner des années au dernier échelon de leur grade, faute de promotions suffisantes pour leur permettre d'être rémunéré·e·s à la hauteur de leur expérience. C'est bien **une baisse de 20 à 40 % du montant de la pension selon les catégories** qui serait ainsi programmée si l'on considère les chiffres donnés dans le rapport Delevoye.

Il apparaît aussi que la valeur du point serait variable et soumise aux aléas budgétaires. Actuellement, avec un système de prestations et de cotisations définies, chaque personne sait ce qu'elle cotise et ce qu'elle obtiendra comme pension. Avec le nouveau système, elle saurait ce qu'elle cotise mais non ce qu'elle percevrait une fois à la retraite ! Pour tenter de préserver une

partie de leur niveau de pension, les salarié·e·s (qui le peuvent !) seront obligé·e·s de partir de plus en plus tard à la retraite (quand on connaît les difficultés d'emploi des seniors) ou incité·e·s à « capitaliser » pour le plus grand bénéfice des assurances et des banques.

Ne pouvant nier l'impact considérable de cette réforme pour les personnels de la recherche publique, le gouvernement semble vouloir imposer son système universel par une hausse de nos primes avec prise en compte partielle de celles-ci dans le calcul des retraites.

Ce marchandage est inacceptable ! Nous voulons conserver et améliorer notre système de retraites. Et nous voulons une hausse conséquente de nos salaires, bloqués depuis 10 ans, et que le gouvernement veut continuer à bloquer au moins jusqu'en 2022 !

FAIRE CAPOTER CETTE « REFORME », C'EST NECESSAIRE, C'EST POSSIBLE, ET C'EST MAINTENANT !

Les syndicats de la RATP ont décidé d'appeler à la **grève illimitée à partir du 5 décembre** pour obtenir le maintien de leur régime de retraite. Ils ont été depuis rejoints par d'autres corporations. **Au plan national interprofessionnel, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, FIDL, MNL et UNL** viennent d'appeler à une première journée de grève des salarié·e·s du public et du privé également le 5 décembre pour le retrait de cette réforme, et pour gagner un renforcement et une amélioration du système actuel de retraites solidaire et intergénérationnel. Nos organisations syndicales considèrent que la perspective de grève à compter du 5 décembre est susceptible de contraindre ce gouvernement à renoncer, et qu'il faut s'en emparer le plus massivement possible.

Nos organisations syndicales CGT, SUD et FO appellent donc les salarié·e·s de l'INRA et de l'IRSTEA de toutes catégories, titulaires comme non-titulaires, à se réunir en Assemblées Générales dans tous les centres et sites de nos deux instituts afin de débattre et de s'engager dès maintenant dans la préparation de la grève à compter du 5 décembre

Pour obtenir :

- ▶ **le retrait du projet Macron-Delevoye**
- ▶ **le maintien et l'amélioration du code des pensions civiles et militaires, avec maintien du calcul du montant de la pension basé sur les 6 derniers mois d'activité**
- ▶ **la suppression des décotes et des surcotes**
- ▶ **la revalorisation de la rémunération des personnels de toutes catégories**
- ▶ **une meilleure prise en compte de l'expérience des salarié·e·s précaires, avec une amélioration des reprises d'ancienneté dans leur rémunération.**